

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27-30 octobre 2008

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/8-B/1
1^{er} octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT BURUNDI 10528.1

**Appui à la stabilisation et au redressement:
protéger et créer des moyens d'existence et
améliorer l'état nutritionnel des plus
vulnérables**

Nombre de bénéficiaires	1 100 000 annuellement
Durée de l'intervention	24 mois (1 ^{er} janvier 2009–31 décembre 2010)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	123 154 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	80 006 688
Coût total pour le PAM	139 180 815

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, OMJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)



RESUME

Après dix ans de guerre civile et trois ans de transition, le Burundi a tenu ses premières véritables élections démocratiques de l'après-guerre en août 2005. La situation politique et sécuritaire du pays reste imprévisible, tandis que les pourparlers de paix se poursuivent avec le dernier groupe rebelle, le Front national de libération – Palipehutu.

Le Burundi a une forte densité démographique et des ressources naturelles limitées; la plupart des Burundais vivent de l'agriculture de subsistance. Malgré les récentes améliorations de la situation politique, les effets à long terme de la crise et l'insécurité alimentaire généralisée devraient perdurer. L'aide humanitaire reste nécessaire pour couvrir les besoins des plus vulnérables, y compris des rapatriés et des réfugiés. L'envol des prix des denrées alimentaires a aussi un impact sur les personnes vulnérables, tant en milieu rural qu'urbain.

En 2009–2010, le PAM apportera son soutien au processus de redressement, s'emploiera à atténuer les effets de la crise prolongée et préparera le transfert de la responsabilité des activités ainsi que le passage au développement et à la programmation conjointe des Nations Unies prévue après 2010. La stratégie du PAM s'inscrit dans la logique des objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 7, du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2006–2010) et du Cadre intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix, et reflète les priorités du Gouvernement concernant le désarmement et la réinsertion, le VIH et le sida, le rétablissement des services essentiels, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la promotion des moyens d'existence.

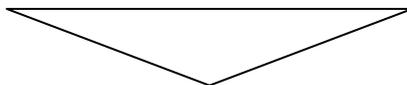
L'aide du PAM sera concentrée sur six provinces caractérisées par une forte insécurité alimentaire. La composante secours comprend les distributions générales de vivres et l'appui aux groupes vulnérables; les interventions de redressement recouvrent l'alimentation scolaire, la création d'actifs, les programmes de formation professionnelle et de nutrition, y compris l'appui aux personnes vivant avec le VIH. La priorité du PAM sera de sauver des vies et d'appuyer les initiatives relatives à la nutrition et aux moyens d'existence qui favorisent le redressement et le renforcement de la résistance aux chocs. Le PAM consolidera les partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et la Banque mondiale dans l'optique de promouvoir un développement agricole compatible avec la régénération de l'environnement.

Le ciblage géographique et le ciblage des bénéficiaires reposent sur une analyse des données secondaires effectuée par le PAM, sur les informations provenant du système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et, enfin, sur les recommandations des examens du programme conduits en 2008¹. Les ajustements nécessaires seront apportés à la lumière des résultats de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de septembre 2008.

La nouvelle opération correspond aux Objectifs stratégiques 1 à 4 du PAM.

¹ L'examen technique effectué par le Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale) en mars 2008; l'examen à mi-parcours de mars 2008.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Burundi 10528.1 "Appui à la stabilisation et au redressement: protéger et créer des moyens d'existence et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables" (WFP/EB.2/2008/8-B/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2008/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte général

1. L'assassinat du premier président démocratiquement élu du Burundi, en octobre 1993, a marqué le début d'une décennie de conflit qui s'est soldée par 300 000 morts et 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés dans les pays voisins; le conflit a aussi entraîné l'émergence de plusieurs catégories de personnes vulnérables, comprenant les orphelins de guerre (estimés à 25 000)², les handicapés et les malades chroniques.
2. L'accord de partage du pouvoir conclu en 2003 entre le Gouvernement et les factions rebelles a ouvert la voie à une transition qui a débouché sur une force de défense intégrée, une nouvelle constitution et des élections libres tenues en 2005. Le Gouvernement actuel a signé un cessez-le-feu en septembre 2006 avec le dernier groupe rebelle actif, le Palipehutu-FNL (Parti pour la libération du peuple hutu-Front national de libération), mais de nombreux problèmes subsistent.
3. Le Burundi était relativement sûr jusqu'en avril 2008, date à laquelle la situation s'est détériorée par suite de la reprise du conflit entre l'armée nationale et les rebelles du FNL dans les provinces de Bujumbura-rural, Bubanza, Cibitoke et Ruyigi. En mai 2008, des pourparlers ont conduit à la signature d'une déclaration de cessation des hostilités, mais la situation reste imprévisible.
4. Le conflit entre les forces gouvernementales et les rebelles dans la République démocratique du Congo (RDC) limitrophe a provoqué des déplacements sporadiques de réfugiés congolais au Burundi.
5. L'annonce par le Gouvernement tanzanien qu'il allait fermer les camps de réfugiés burundais d'ici à la fin de 2008 a contribué à accélérer le regroupement des camps; en conséquence, le rythme des rapatriements s'est intensifié pour atteindre jusqu'à 15 000 personnes par mois. L'aide aux rapatriés, estimés à 35 000, se poursuivra en 2009³.
6. Le Burundi est un pays enclavé pauvre en ressources, doté d'un secteur manufacturier sous-développé; 90 pour cent de la population dépendent de l'agriculture de subsistance. La croissance économique repose sur les exportations de café et de thé, qui représentent 90 pour cent des recettes en devises⁴.
7. On assiste à une recrudescence de la pauvreté: en 2004, la population vivant sous le seuil de pauvreté était estimée à 70 pour cent⁴; le revenu par habitant a chuté, passant de 200 dollars É.-U. en 2000 à 106 dollars⁴. Le Burundi se classe en 167^{ème} position sur 177 pays selon l'indicateur de développement humain pour 2007 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
8. La croissance du produit intérieur brut (PIB) du Burundi a été de 5 pour cent en 2006, mais elle est tombée sous 4 pour cent en 2007. La stabilité politique relative a favorisé les flux d'aide et l'activité économique a affiché une reprise. Mais l'incidence élevée de la pauvreté, les médiocres niveaux d'instruction, les faibles capacités judiciaires et administratives pourraient compromettre les réformes économiques planifiées. Le Burundi restera fortement dépendant de l'aide.

² Cadre stratégique des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Burundi.

³ HCR.

⁴ Rapport 2005 du PNUD sur le développement humain.



9. En 2005, le taux net de scolarisation dans le cycle primaire était de 60 pour cent; les dépenses publiques affectées à l'éducation représentaient 5,1 pour cent du budget national⁴. Seulement 4 pour cent du PIB étaient consacrés à la santé; les taux de mortalité maternelle (1 100 pour 100 000) et de mortalité infantile (114 pour 1 000) sont parmi les plus élevés d'Afrique⁴. L'espérance de vie moyenne est de 48,5 ans. Le nombre de personnes vivant avec le VIH est estimé à 390 000; le taux de prévalence était de 3,4 pour cent en 2005. La participation des femmes à la prise de décision et leur accès aux ressources sont limités.

Sécurité alimentaire et situation nutritionnelle

10. Le Burundi est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, lequel s'établit en moyenne entre 350 000 et 400 000 tonnes par an. Selon la Banque mondiale⁵: i) 34 pour cent des Burundais sont en situation d'insécurité alimentaire grave avec une ration calorique journalière inférieure à 1 400 calories; ii) 29 pour cent sont en situation d'insécurité alimentaire avec une ration calorique journalière de 1 400 à 2 100 calories; iii) 18 pour cent sont en situation d'insécurité alimentaire modérée; et iv) 19 pour cent connaissent généralement la sécurité alimentaire. Les principales sources de vivres sont l'agriculture et les marchés. L'analyse des données secondaires conduite en 2008 par le PAM, qui reprenaient les données de 18 études réalisées depuis 2004, indique que les provinces de Kirundo, Ngozi, Kayanza, Karuzi, Muyinga et Ruyigi sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire.
11. L'insécurité alimentaire découle principalement de l'interaction des causes suivantes: conflit, accès limité aux terres, maladies des végétaux, mauvaise gestion de l'agriculture, des sols, de l'eau et des terres, dégradation de l'environnement et chocs climatiques. La forte pression démographique (288 habitants au km²) va s'accroître avec le retour des rapatriés et des réfugiés, ce qui risque d'entraîner des litiges autour des ressources naturelles.
12. Selon une enquête sur la nutrition conduite en 2007 par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans accuse des disparités entre les provinces, s'échelonnant de 6,3 pour cent dans la province de Bubanza à 11,5 pour cent dans celle de Rutana. La moyenne nationale pour le taux de malnutrition chronique s'établit à 46 pour cent, la valeur la plus élevée (56,2 pour cent) étant relevée à Muyinga et la plus basse (30,8 pour cent) à Makamba⁶.
13. Environ 60 pour cent du revenu des ménages est consacré à l'alimentation. L'envol des prix – les prix des principaux produits alimentaires locaux ont augmenté de 50 pour cent – a contraint les ménages à réduire la qualité et la quantité des repas⁷. Par exemple, le prix de la farine de manioc fermenté, base du repas de qualité inférieure, a augmenté, passant de 150 à 450 francs burundais (BIF). Un ménage a besoin de 2 000 BIF environ par jour pour s'assurer un repas familial à base de haricots et de manioc. En 2000, cette somme permettait d'acheter 1,4 kilogramme de haricots, contre 0,7 kilogramme en 2007 et 0,5 kilogramme en 2008⁸.

⁵ Banque mondiale. 2006. Questionnaire des indicateurs de base du bien être. Washington DC.

⁶ Ministère de la santé. 2007. Enquête de référence du système de surveillance nutritionnelle (NSS).

⁷ PAM. 2008. *Vulnerability and Food Insecurity in Three Urban Areas of Burundi: an Assessment of the Impact of High Prices on Households in Bujumbura Mairie, Ngozi and Gitega Cities*. Bureau de pays du Burundi.

⁸ PAM. 2008. Rapport d'évaluation rapide. Bureau de pays du Burundi.



Scénarios

14. L'opération prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10528.1 a été préparée dans le contexte d'une transition politique de longue durée avec, pour scénario probable, que le Burundi reste confronté à des problèmes politiques et économiques aigus, exacerbés par les prix élevés des combustibles et des denrées alimentaires. Le processus de paix en cours appelle à un optimisme prudent, mais d'éventuels retards dans les négociations pourraient faire perdurer la situation actuelle jusqu'aux élections présidentielles de 2010.
15. Étant donné la fragilité de la situation sur le plan de la paix, de la sécurité et des conditions politiques et socioéconomiques, l'IPSR prend en compte les éléments suivants: i) le retour et la réinsertion des réfugiés burundais rentrant de Tanzanie; ii) l'appui aux réfugiés congolais; iii) l'arrivée de réfugiés en provenance de pays voisins et les déplacements à l'intérieur du pays provoqués par la reprise des hostilités; iv) le relèvement et la réorganisation des populations vulnérables dans les contextes de sortie de conflit ou suite à une catastrophe; v) l'éventualité d'inondations ou de sécheresses; et vi) les prix sans cesse plus élevés des produits alimentaires.
16. Si la situation politique permet la conduite d'activités de développement au Burundi, les agences du Comité exécutif des Nations Unies⁹ harmoniseront les cycles de leurs programmes en 2010. Le PAM mènera des études pour dégager des éléments utiles à la formulation d'un programme de pays, fondé sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)¹⁰. Le programme de pays devrait être centré sur les aspects suivants: i) interventions intégrées visant la sécurité alimentaire durable; ii) alimentation scolaire; iii) santé; iv) nutrition; et v) VIH et sida. Le PAM mettra en oeuvre une IPSR destinée à couvrir d'autres bénéficiaires.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

17. Le conflit au Burundi a détruit en grande partie la base de ressources humaines du secteur public, ce qui limite la capacité du Gouvernement à gérer les ressources publiques. Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) pour 2006–2010 définit la vision du développement du Burundi à moyen et long termes et fixe quatre priorités stratégiques, conformes au programme prioritaire 2005–2010 du Gouvernement et aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD): i) améliorer la gouvernance et la sécurité; ii) promouvoir une croissance économique durable et équitable; iii) développer le capital humain; et iv) lutter contre le VIH et le sida.
18. Le Gouvernement est résolu à renforcer le partenariat avec les acteurs de l'action humanitaire et du développement, par l'intermédiaire du Comité national de coordination des aides, chargé du suivi de l'assistance internationale, de la coordination avec les bailleurs de fonds et de la supervision de la mise en oeuvre du DSRP.

⁹ Les agences du Comité exécutif sont le PAM, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'UNICEF.

¹⁰ En 2007, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Burundi a été renommé Stratégie intégrée d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix, afin de refléter l'objectif global de l'assistance des Nations Unies dans le pays.



19. Un comité sur la hausse des prix des denrées alimentaires a été récemment établi sous l'autorité du deuxième Vice-président pour servir de plateforme à une réponse efficace et à l'engagement accru de partenaires dans des actions à long terme, y compris sous forme d'investissements dans l'agriculture et le développement rural.

Politiques, capacités et actions des autres grands intervenants

20. Les partenaires en matière de sécurité alimentaire au Burundi sont les suivants: i) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui fournit des formations, des semences et des outils aux agriculteurs; ii) le Fonds international de développement agricole (FIDA), dans le domaine de l'agriculture; iii) l'UNICEF, pour la nutrition ainsi que la protection et l'éducation dans le domaine du VIH et du sida; et iv) le HCR, qui s'occupe du soutien et de la protection des réfugiés et des rapatriés. Le portefeuille de la Banque mondiale compte huit programmes dans lesquels les volets éducation, protection sociale et santé offrent des perspectives de collaboration.
21. Les programmes relatifs à la petite agriculture, aux activités génératrices de revenus et à la formation technique sont principalement mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales (ONG): Croix-rouge, Catholic Relief Services (CRS), Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE), World Vision, Concern et Caritas.

Coordination

22. L'initiative des Nations Unies est organisée sous forme de stratégie intégrée. Les résultats directs du PNUAD, qui est fondé sur les OMD et le DSRP 2006–2010, reflètent les huit domaines prioritaires du Gouvernement: gouvernance et consolidation de la paix; primauté du droit; participation et droits de l'homme; désarmement et réinsertion; VIH et sida; services sociaux de base équitables; sécurité alimentaire améliorée; et intégration régionale.
23. En janvier 2007, le Bureau des Nations Unies au Burundi a été remplacé par le Bureau intégré des Nations Unies dans le but de promouvoir la cohérence des interventions et d'optimiser l'utilisation des ressources. Le PAM siège au comité sur la hausse des prix des denrées alimentaires et au comité national pour le rapatriement et la réintégration et copréside avec la FAO le groupe consultatif sur la sécurité alimentaire.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

24. L'opération s'inscrit dans la logique du PNUAD et du DSRP 2006–2010; elle concourt aussi à la réalisation des OMD 1 à 7. Conformément aux objectifs stratégiques du PAM¹¹, l'IPSR contribuera à:
- assurer l'accès des groupes vulnérables à la nourriture (Objectif stratégique 1);
 - investir dans la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets (Objectif stratégique 2);
 - rétablir et reconstituer les moyens d'existence (Objectif stratégique 3) dans le cadre d'initiatives Vivres contre travail (VCT), Vivres au profit de la formation (VPF) et transferts monétaires/bons d'alimentation; et

¹¹ Plan stratégique du PAM (2008–2011).



- réduire la faim chronique et la dénutrition (Objectif stratégique 4), y compris chez les personnes touchées par le VIH et le sida, au moyen de programmes de nutrition et d'alimentation scolaire.

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

25. Depuis 1968, le bureau de pays du Burundi s'occupe essentiellement de situations d'urgence. Entre 2002 et 2007, le PAM a distribué 263 000 tonnes de produits alimentaires, atteignant 2 705 000 bénéficiaires chaque année, selon différentes formules: distributions générales de vivres, alimentation de groupes vulnérables, Vivres pour la création d'avoires (VCA) et activités de redressement, en collaboration avec des acteurs du secteur humanitaire.
26. Le rôle joué par le PAM dans le contexte de l'insécurité alimentaire en périodes de crise et d'après conflit est reconnu au Burundi mais les résultats étaient souvent inégaux du fait de divers facteurs dont l'insécurité, les contraintes de ressources qui ont amené à privilégier les activités de secours au détriment des activités de redressement, l'inadéquation des partenariats et la faiblesse des capacités du Gouvernement.
27. L'IPSR 10528.0 a fait l'objet de deux examens conduits en 2008¹² qui ont mis en lumière les points forts du PAM en matière d'évaluation, de livraison en temps utile de l'aide et d'établissement de partenariats, mais ont aussi relevé des faiblesses dans le ciblage et la fragmentation des composantes, du fait du grand nombre de partenaires. L'IPSR 10528.1 qui lui fait la suite tirera parti de l'expérience acquise à la faveur de l'opération précédente, tout en corrigeant les faiblesses.

Grandes lignes de la stratégie

28. Le PAM mettra en oeuvre des initiatives appuyées par une aide alimentaire ainsi que des approches reposant sur les transferts monétaires et les bons d'alimentation pour répondre aux besoins alimentaires des ménages, en tenant compte des interventions antérieures visant l'insécurité alimentaire ainsi que des recommandations issues des examens de 2008 et des conclusions de l'analyse des données secondaires.
29. La composante secours de l'IPSR aura pour priorité l'accès des ménages les plus vulnérables aux aliments, par les moyens suivants: i) aide alimentaire en faveur des réfugiés et des rapatriés; ii) distributions générales de vivres pendant les saisons de soudure; iii) alimentation thérapeutique; et iv) appui aux groupes vulnérables.
30. Le programme de redressement aidera les communautés ciblées à mettre sur pied des activités durables, en privilégiant la gestion durable des terres, dans le cadre des activités VCT, VPF, bons d'alimentation ou transferts monétaires. Il comprendra aussi l'alimentation scolaire, des interventions de nutrition et un appui aux malades du VIH et du sida, hospitalisés et soumis à un traitement anti-rétroviral.

¹² Examen technique par OMJ et examen à mi-parcours de l'IPSR, mars 2008.



31. Dans le souci de favoriser les synergies entre les composantes de l'IPSR, le bureau de pays adoptera une approche plus rigoureuse et globale du ciblage. L'assistance du PAM facilitera le passage des communautés démunies des secours au redressement puis à l'autonomie. Les partenariats stratégiques avec diverses organisations des Nations Unies et ONG renforceront cette approche.

⇒ *Réfugiés et rapatriés*

32. La dernière évaluation Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)/PAM réalisée en mai 2007 a établi que les réfugiés congolais au Burundi sont entièrement dépendants de l'aide alimentaire et a recommandé une ration complète de 2 100 calories. L'opération prévoit une assistance en faveur de 20 000 réfugiés. Les possibilités de réinsertion sont limitées, ou non existantes, faute d'accès à la terre et de possibilités de création de revenu. Une mission conjointe d'évaluation visant à définir les besoins à long terme des réfugiés est planifiée pour septembre 2008.
33. Les plans prévisionnels interinstitutions des Nations Unies et du PAM escomptent le retour et la réinsertion de 35 000 Burundais en provenance de Tanzanie en 2009. L'appui aux rapatriés, qui sont concentrés dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire du nord et du nord-est, comportera un colis alimentaire initial couvrant six mois et des activités visant à protéger et renforcer les ressources des communautés et des ménages.

⇒ *Distribution générale de vivres*

34. Des distributions générales de vivres sont programmées pour compenser les pénuries aux périodes de soudure d'avril/mai et de novembre/janvier, pendant 75 jours par an à l'intention des ménages pauvres des zones les plus vulnérables, qui sont tributaires de cultures non-irriguées. Ce groupe bénéficiera aussi d'activités VCT, s'il y a lieu. La FAO et d'autres partenaires seront encouragés à fournir des articles non alimentaires. Cette composante sera ajustée chaque année sur la base des évaluations saisonnières.

⇒ *Intervention relative au VIH et au sida*

35. Une enveloppe d'aide globale en matière de VIH, couvrant la prévention et la nutrition, sera distribuée par le ministère de la santé, des organisations des Nations Unies et des ONG. Le PAM fournira une aide alimentaire aux patients suivant un traitement anti-rétroviral et aux malades de la tuberculose ainsi qu'aux orphelins et autres enfants vulnérables; il exécutera aussi des activités de prévention de type VPF. Une ration entière complètera les neuf premiers mois du traitement anti-rétroviral, après quoi certains patients seront aptes à bénéficier des activités VCT et des activités génératrices de revenus.

⇒ *Alimentation en institution*

36. L'alimentation en institution intéressera 4 000 personnes placées dans des centres médicaux et sociaux, y compris des orphelins, des handicapés et des malades chroniques. Une ration individuelle sera fournie 360 jours par an.

⇒ *Création d'actifs et formation professionnelle*

37. Les projets VCA aideront les ménages ruraux et urbains pauvres à accroître la production agricole, à accéder plus largement aux marchés et à entreprendre des activités génératrices de revenus. Les projets seront sélectionnés en collaboration avec les partenaires et les communautés.



38. Dans le but de transformer les activités post-crise en initiatives de développement, le PAM et ses partenaires coopérants lanceront, à compter de janvier 2010, un programme pilote basé sur des transferts monétaires et des bons d'alimentation à l'intention de 34 000 ménages pauvres visant à élargir leurs moyens d'existence et à renforcer leur pouvoir d'achat de produits alimentaires, leur capacité de production vivrière et les débouchés commerciaux. Des études de faisabilité seront conduites en 2009 pour dégager des informations sur les avantages comparatifs de cette approche.
39. Les activités VPF auront vocation à développer le capital humain, moyennant diverses formations: alphabétisation fonctionnelle, transformation et conservation des produits alimentaires, commercialisation des récoltes et sensibilisation à la problématique hommes-femmes. Des ONG conduiront une série de sessions de formation étalées sur trois mois, pendant lesquels les participants recevront des rations.

⇒ *Alimentation scolaire*

40. Le programme d'alimentation scolaire ciblera 250 écoles primaires situées dans les zones d'intervention prioritaires du PAM, pendant 190 jours d'école. Les critères de sélection des établissements scolaires comprennent la disponibilité d'eau propre, d'équipements d'assainissement, de locaux adaptés à la préparation des repas et à l'entreposage, ainsi que l'existence de conditions propices à l'apprentissage. Le PAM et l'UNICEF entendent apporter une aide globale basée sur l'"enveloppe de services essentiels"¹³.
41. Le manque de bâtiments scolaires impose une organisation en classes du matin et classes de l'après-midi. Il est prévu pour les enfants venant le matin une bouillie de flocons d'avoine et pour les enfants venant l'après-midi un repas cuisiné. Il n'y aura pas de distribution de rations à emporter parce que l'écart de scolarisation entre garçons et filles est inférieur à 25 pour cent.

⇒ *Interventions de nutrition*

42. En partenariat avec le Gouvernement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'UNICEF, le PAM apportera un soutien aux centres d'alimentation thérapeutique et aux programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI). Afin d'encourager la fréquentation des services de santé, les femmes enceintes et les mères allaitantes présentant un déficit pondéral recevront des rations pendant les six mois précédant l'accouchement et les trois mois qui suivent. Des rations familiales à emporter seront distribuées aux mères fréquentant les centres de santé et de nutrition; les enfants souffrant de malnutrition modérée recevront une ration individuelle. Un programme communautaire de santé et de nutrition sera élaboré avec des partenaires aux fins de promouvoir l'utilisation d'aliments locaux.

Stratégie de transfert des responsabilités

43. L'alignement des programmes des organisations des Nations Unies prendra effet en 2010, sous réserve que la situation politique se stabilise; le PAM entend démarrer un programme de pays. À mesure que la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires des secours s'améliore, ces ménages recevront une aide pour accéder au redressement puis à

¹³ L'enveloppe de services essentiels pour l'alimentation scolaire couvre l'alimentation, le déparasitage, l'apport de suppléments en vitamines A, les jardins scolaires, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement et la sensibilisation au VIH.



l'autonomie. Des pourparlers sont en cours avec les partenaires de l'activité d'alimentation en institution pour élaborer des programmes de transfert des responsabilités.

44. Le bureau de pays envisage d'appliquer les stratégies de désengagement suivantes: i) les activités de redressement seront renforcées pendant la deuxième année et il leur sera alloué une part accrue des ressources, qui passeront de 54 pour cent en 2009 à 64 pour cent en 2010; ii) l'IPSR privilégiera les initiatives VCA et la production agricole, en recourant aux programmes de bons d'alimentation et de transferts monétaires ainsi que par des actions de renforcement des capacités; et iii) le PAM améliorera l'analyse de la sécurité alimentaire, en renforçant les compétences des homologues gouvernementaux en appuyant le suivi national de la sécurité alimentaire et en hiérarchisant les interventions et les zones géographiques couvertes par le programme. À mesure que l'échelle des opérations se réduit, on déterminera à l'aide des évaluations de la sécurité alimentaire issues de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) les zones et les groupes bénéficiaires prioritaires pour lesquels la poursuite de l'aide alimentaire s'impose. Le PAM veillera aussi à ce que l'IPSR soit intégrée aux interventions d'autres partenaires du secteur humanitaire.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

45. L'opération atteindra approximativement 1 million de bénéficiaires par an, comme le montre le tableau 1. L'analyse des données secondaires 2008 du PAM, le Système de suivi de la sécurité alimentaire PAM/FAO et les deux missions d'examen de 2008 ont déterminé et orienté le ciblage des zones géographiques, des communautés et des ménages. Une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité prévue en septembre 2008 servira à affiner les critères et les interventions de ciblage.
46. Le Questionnaire des indicateurs de base du bien-être 2006 de la Banque mondiale a fourni des éléments utiles à l'analyse des données secondaires et à la classification au plan national des ménages en fonction de l'apport calorique et des indicateurs de la diversité du régime alimentaire. Les données relatives aux risques d'inondation, à la consommation, à la santé et à la nutrition, au régime foncier et à la production, à l'éducation et aux activités économiques ont aussi été intégrées dans l'analyse des données secondaires.
47. L'analyse des données secondaires a révélé que les populations les plus touchées par l'insécurité alimentaire étaient concentrées dans six provinces du nord et du nord-ouest; les distributions générales de vivres et les activités VCT cibleront ces provinces et les zones sujettes aux catastrophes. Le nombre de bénéficiaires a été calculé à partir de l'incidence nationale moyenne de l'insécurité alimentaire, établie à 34 pour cent d'après le Questionnaire des indicateurs de base du bien-être; ce chiffre sera ajusté en fonction des résultats de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2008. Les distributions seront saisonnières et auront lieu pendant les périodes de soudure. Pendant la phase pilote, les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation cibleront 10 pour cent des bénéficiaires prévus en 2010 au titre des activités VCT.
48. L'alimentation scolaire ciblera les six provinces et d'autres zones touchées par l'insécurité alimentaire et enregistrant de faibles taux de scolarisation ou une forte proportion de rapatriés. Le nombre de bénéficiaires est calculé à partir du nombre de bénéficiaires actuels et de l'augmentation naturelle des taux de scolarisation.

49. Les programmes d'alimentation en institution et de nutrition couvriront les villes et les zones rurales identifiées au moyen des données de la surveillance de la nutrition et des statistiques nationales sur la santé. Les bénéficiaires seront les orphelins et les malades chroniques ou les handicapés placés dans les institutions sanitaires et sociales, ainsi que les patients suivant un traitement anti-rétroviral.
50. L'appui aux réfugiés sera focalisé sur trois camps de réfugiés situés dans le centre-nord du Burundi. L'aide aux rapatriés couvrira tant les rapatriements organisés que les rapatriements volontaires enregistrés par le HCR.
51. Le ciblage devrait faire des progrès dans toutes les composantes suite à l'établissement d'un lien plus étroit entre l'évaluation et les mécanismes de réponse, y compris grâce à des analyses saisonnières des moyens d'existence et à des dispositifs de planification communautaires.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PRÉVUS PAR TYPE D'INTERVENTION						
	2009			2010		
Composante secours	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Distribution générale de vivres	267 300	282 700	550 000	185 000	215 000	400 000
Alimentation thérapeutique	750	2 250	3 000	750	2 250	3 000
Alimentation en institution	1 900	2 100	4 000	1 900	2 100	4 000
Réfugiés	9 700	10 300	20 000	9 700	10 300	20 000
Rapatriés	17 000	18 000	35 000	–	–	–
Total secours	296 650	315 350	612 000	197 350	229 650	427 000
Composante redressement						
VCA	119 000	125 000	244 000	166 000	176 000	342 000
VPF	2 300	3 700	6 000	3 200	4 800	8 000
Programme transferts monétaires/bons d'alimentation	–	–	–	16 000	18 000	34 000
Alimentation scolaire	120 100	110 900	231 000	123 200	113 600	236 800
VIH et sida	2 900	3 100	6 000	2 400	2 600	5 000
Interventions de santé maternelle et infantile (SMI)	19 900	50 100	70 000	14 200	35 800	50 000
Total redressement	264 200	292 800	557 000	325 000	350 800	675 800
Total IPSR	560 850	608 150	1 169 000	522 350	580 450	1 102 800
Total, sans double comptage	504 765	547 335	1 052 100	470 115	522 405	992 520

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

52. Le régime alimentaire au Burundi est peu diversifié et se compose essentiellement de tubercules et de haricots. Le mode d'alimentation est inadéquat et se traduit par des taux élevés de malnutrition chronique.
53. Les rations proposées couvrent les besoins minimaux en protéines, énergie et micronutriments, tout en étant adaptées aux habitudes alimentaires locales. L'assortiment alimentaire comprend du riz, du maïs et de la farine de maïs, des légumes secs, de l'huile végétale, du mélange maïs-soja, du sucre et du sel. Le sel sera iodé; l'huile sera enrichie en vitamines A. On trouvera aux tableaux 2 et 3 la composition des rations et le total des besoins en produits alimentaires pour 2009 et 2010.

TABLEAU 2: RATIONS JOURNALIÈRES PROPOSÉES									
	Céréales (g)	Légumes secs (g)	Huile (g)	Maïs- soja (g)	Sel (g)	Sucre (g)	Kcal	Type de ration	Durée (jours)
Secours									
Réfugiés	360	120	25	50	5	–	2 107	Individuelle	360
Rapatriés	400	120	30	–	5	–	2 108	Individuelle	180
Distribution générale de vivres	450	50	25	–	5	–	2 000	Familiale	75
Alimentation thérapeutique pour les nourrissons	–	–	10	70	–	10	392	Individuelle	21
Alimentation thérapeutique pour les soignants	360	120	25	50	5	–	2 107	Individuelle	21
Alimentation en institution	360	120	25	50	5	–	2 107	Individuelle	360
Redressement									
VCA	400	50	25	–	5	–	1 829	Familiale	90
VPF	400	50	25	–	5	–	1 829	Individuelle	90
Alimentation scolaire, classes du matin	–	–	15	120	–	22	704	Individuelle	190
Alimentation scolaire, classes de l'après-midi	150	50	15	–	3	–	840	Individuelle	190
SMI/enfant	–	–	30	240	–	–	1 226	Individuelle	90
SMI/mère	100	50	15	100	3	–	1 102	Familiale	270
VIH et sida	280	100	25	120	5	22	2 103	Familiale	270

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES PAR TYPE D'INTERVENTION (en tonnes)							
	Céréales	Légumes secs	Mais-soja	Huile	Sucre	Sel iodé	Total
Secours							
Distribution générale de vivres	32 063	3 563	–	1 781	–	356	37 763
Alimentation thérapeutique	23	8	8	2	–	–	41
Alimentation en institution	1 037	345	144	72	–	14	1 612
Réfugiés	5 184	1 728	720	360	–	72	8 064
Rapatriés	2 520	756	–	189	–	32	3 497
Total secours	40 827	6 400	872	2 404	–	474	50 977
Redressement							
VCT	22 320	2 790	–	1 395	–	279	26 784
VPF	504	63	–	32	–	6	605
Alimentation scolaire	6 666	2 222	5 333	1 333	978	133	16 665
VIH et sida	4 158	1 485	1 782	371	327	74	8 197
SMI	6 804	3 402	8 307	1 209	–	204	19 926
Total redressement	40 452	9 962	15 422	4 340	1 305	696	72 177
Total IPSR	81 279	16 362	16 294	6 744	1 305	1 170	123 154

MODALITES D'EXECUTION

Participation

54. Le ciblage mené en concertation avec les communautés sera l'approche utilisée pour sélectionner les ménages les plus vulnérables; les consultations organisées par le PAM dans le contexte des interventions communautaires porteront aussi sur les besoins spécifiques des hommes et des femmes. Les critères de sélection porteront sur les aspects suivants: possession de terre et de bétail, revenus, accès au travail, ménages dirigés par une femme et malnutrition des enfants. Les listes de bénéficiaires seront établies par les représentants et les conseils des communautés et seront validées par l'assemblée locale.
55. Le bureau de pays met actuellement au point des directives de planification participative adaptées au contexte, destinées à renforcer la participation des groupes vulnérables à la prise de décision. Un encadrement technique et l'utilisation de normes de travail adaptées contribueront à assurer le respect des critères techniques. Le bureau de pays aidera à former les contrôleurs de l'aide alimentaire, les personnels des ONG, les homologues gouvernementaux et les équipes communautaires à la planification et aux aspects techniques. Les ONG et les communautés exécuteront les activités avec un encadrement du PAM. En ce qui concerne le programme d'alimentation scolaire, les associations de parents et d'enseignants apporteront une contribution sous forme de condiments, d'articles non

alimentaires et de main d'œuvre. Les programmes nutritionnels à vocation communautaire seront appuyés par les agents de santé communautaires.

Partenariats, protection des bénéficiaires et questions liées à la parité hommes-femmes

56. Les partenariats stratégiques seront d'importance cruciale pour le succès de l'IPSR 10528.1. Le partenariat avec le Gouvernement est essentiel pour assurer la pleine adhésion des pouvoirs publics et la durabilité des opérations. Le PAM continuera à collaborer avec d'autres parties prenantes aux questions liées à la sécurité alimentaire et il a conclu des arrangements avec des partenaires coopérants, portant notamment sur le partage des coûts, le ciblage sexospécifique et l'établissement de rapports; ces dispositions seront affinées en fonction des compétences et des avantages comparatifs.
57. Conformément à l'approche "Unis dans l'action" des Nations Unies adoptée pour appuyer la consolidation de la paix, le PAM créera des synergies avec d'autres organisations pour l'exécution des activités et amplifiera sa collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.
58. Dans le souci d'offrir une protection aux bénéficiaires, la conception et la mise en œuvre des activités seront fondées sur le droit humanitaire international, les principes humanitaires du PAM et la règle consistant à "ne pas faire de mal". Le PAM dispensera à son personnel et celui de ses partenaires coopérants une formation sur les questions de protection.
59. Toutes les catégories d'activités prennent en compte l'équité entre les sexes: l'alphabetisation et l'acquisition de compétences utiles dans la vie, dans les programmes VPF, cibleront principalement les femmes et les adolescentes. Le PAM veillera à ce qu'au moins 50 pour cent des bénéficiaires des programmes VCA et VPF soient des femmes, à ce que les comités de distribution des vivres soient composés d'au moins 50 pour cent de femmes et à ce que les personnels des ONG et du PAM tiennent compte des différents aspects de la problématique hommes-femmes. Les femmes seront encouragées à collecter les rations familiales.

Articles non alimentaires

60. Des crédits ont été inscrits au budget pour ce type d'articles, notamment outils agricoles et matériaux de construction. Le PAM encouragera les organisations des Nations Unies et les partenaires coopérants à fournir certains articles non alimentaires.

Dispositions logistiques

61. Les importations du PAM seront débarquées aux ports de Mombasa (20 pour cent) et de Dar-es-Salaam (80 pour cent). Le PAM a récemment remis en service le corridor sud qui passe par la Zambie pour tirer parti du marché sud-africain.
62. Les produits alimentaires seront emmagasinés dans les entrepôts du PAM à Bujumbura et Ngozi avant d'être convoyés par des transporteurs privés jusqu'aux trois points de livraison avancés de Makamba, Gitega et Muyinga où ils seront prépositionnés. Les camions du PAM transporteront les vivres jusqu'aux points de distribution finale.
63. Le budget pour le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM) prévoit le recouvrement des coûts à 100 pour cent à raison de 186,53 dollars par tonne. Le taux du TTEM sera révisé régulièrement.



Plan de passation des marchés

64. Les achats régionaux de maïs, de haricots, de mélange maïs-soja, de sel et d'huile seront effectués dans les pays d'Afrique orientale et australe; de petites quantités d'huile de palme raffinée, de maïs et de haricots seront achetées localement. Actuellement, 75 pour cent des besoins en produits alimentaires sont achetés régionalement et localement. Le paiement en espèces de ces achats sera prévu dans le contexte du nouveau modèle opératoire, afin d'améliorer l'efficacité et de limiter les ruptures d'approvisionnement. Le PAM transformera le maïs en farine dans les entrepôts centraux dotés des équipements adéquats; les coûts de mouture sont couverts par le budget des autres coûts opérationnels directs (Autres COD).

SUIVI DES RESULTATS

65. Le suivi et évaluation (S&E) sera effectué conformément à l'approche de la gestion axée sur les résultats. Le PAM entend améliorer la qualité du suivi et de l'évaluation de l'impact, au moyen d'enquêtes, du renforcement des capacités des partenaires en matière de suivi, et de la formation des homologues gouvernementaux au suivi de la sécurité alimentaire et à l'analyse de la vulnérabilité.
66. Le cadre logique figurant à l'annexe II donne la liste des indicateurs utilisés pour mesurer les résultats de l'IPSR. La matrice du plan de suivi détaillera les modalités du S&E. Les formulaires et listes de contrôle actuels seront remaniés pour incorporer les nouveaux indicateurs.
67. Les indicateurs relatifs aux effets directs du projet seront collectés au moyen du système de suivi des programmes. Une enquête de référence et une enquête de suivi mesureront les indicateurs concernant la nutrition dans les zones d'intervention. Un contrôle régulier sera effectué avec les ONG partenaires aux fins de la mise à jour de l'information sur la nutrition.
68. Les données relatives aux produits, ventilées par catégorie, sexe et groupe d'âge des bénéficiaires, seront collectées mensuellement par les partenaires coopérants et les contrôleurs de terrain. Les données seront regroupées au niveau des communautés et des provinces puis entrées dans une nouvelle base de données de S&E au bureau de pays pour éclairer la prise décision.
69. L'unité ACV du bureau de pays évaluera les changements de la situation de la sécurité alimentaire et des tendances du marché, en surveillant les prix des produits alimentaires et les indicateurs du marché dans les zones les plus vulnérables. Plusieurs évaluations et enquêtes sont déjà en cours ou sont planifiées pour 2008 – une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, une mission d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires, une analyse du marché et une mission conjointe d'évaluation HCR/PAM. Le Système de suivi de la sécurité alimentaire PAM/FAO continuera à analyser les tendances de la sécurité alimentaire et l'impact des interventions portant sur l'alimentation.
70. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) du PAM permettra de suivre les produits tout au long de la chaîne logistique et produira des rapports sur les stocks et les mouvements.
71. Une évaluation à mi-parcours sera conduite pendant le premier semestre 2010 par le bureau de pays, avec la participation de consultants internationaux.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN CAS D'URGENCE

72. La préparation aux catastrophes et la réponse aux situations d'urgence font partie intégrante de l'IPSR 10528.1, compte tenu des évolutions marquantes intervenues sur la scène nationale et internationale. L'envol des prix des produits alimentaires et des carburants a déjà un impact négatif sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité au Burundi. La dégradation des terres est un autre gros problème: le Burundi a récemment été touché par des inondations et des sècheresses. L'instabilité politique et l'insécurité persistantes ont provoqué une vague de déplacements qui risque de s'amplifier avec les élections prévues en 2010. Le plan prévisionnel des Nations Unies a été mis à jour en mai 2008 pour refléter l'évolution de la situation.
73. Le PAM continuera à suivre l'effet de ces chocs sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire des ménages, en utilisant des outils d'alerte rapide pour ajuster sa réponse aux circonstances. Il conservera une réserve de secours de 10 pour cent. Selon l'ampleur de la réponse, le bureau de pays évaluera s'il convient d'élargir l'intervention d'urgence dans le cadre de la composante secours de l'IPSR ou bien s'il faut préparer une opération d'urgence en recourant à la formule du préfinancement ou au compte d'intervention immédiate.

MESURES DE SECURITE

74. La situation sécuritaire générale au Burundi est imprévisible, compte tenu de la reprise des hostilités en avril 2008; en conséquence, les provinces de Bujumbura-rural et de Bubanza ont été reclassées sur le plan de la sécurité en phase IV. Les mesures de sécurité ont été renforcées et les déplacements du personnel des Nations Unies sont restreints pendant la nuit. Seules les missions humanitaires urgentes sont conduites dans les provinces classées en phase IV et le long de la route nationale 3 reliant Bujumbura à Rumonge. Le reste du pays reste classé en phase III.
75. La sécurité du personnel des Nations Unies est gérée dans le cadre d'un système intégré présidé par le Représentant exécutif du Secrétaire général. Le responsable de la sécurité sur le terrain, qui est chargé de la sécurité du PAM, appartient à la cellule sécurité des Nations Unies. Le bureau de pays continuera à se conformer aux normes minimums de sécurité applicables aux télécommunications et aux normes minimums de sécurité opérationnelle.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	81 278	561,52	45 639 223
– Légumes secs	16 362	649,97	10 634 809
– Huile végétale	6 744	1 711,66	11 543 435
– Aliment composé	16 294	697,68	11 367 998
– Sucre	1 305	504,37	658 203
– Sel	1 171	139,21	163 020
Total, produits alimentaires	123 154		80 006 688
Transport extérieur			11 940 814
– Transport terrestre			12 753 816
– Transport intérieur, entreposage et manutention			10 218 090
Total, transport terrestre, entreposage et manutention			22 971 906
Autres coûts opérationnels directs			3 201 200
A. Total, coûts opérationnels directs			118 120 608
B. Coûts d'appui directs² (voir annexe I-B)			11 954 920
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)³			9 105 287
COÛT TOTAL POUR LE PAM			139 180 815

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	4 276 920
Administrateurs recrutés au plan national	486 000
Personnel des services généraux recruté au plan national	2 492 000
Personnel temporaire	140 000
Primes	200 000
Consultants internationaux	150 000
Consultants nationaux	40 000
Assurance maladie (contrats de service/accords de services spéciaux)	120 000
Volontaires des Nations Unies	72 000
Voyages officiels du personnel	740 000
Formation et perfectionnement du personnel	45 000
Total partiel	8 761 920
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	258 000
Charges (électricité, etc.)	48 000
Fournitures de bureau	160 000
Technologies de l'information et des communications	180 000
Assurances	72 000
Réparation et entretien du matériel	55 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	700 000
Autres dépenses de bureau	200 000
Prestations des organisations des Nations Unies	450 000
Total partiel	2 123 000
Matériel et autres dépenses fixes	
Véhicules	700 000
Équipement (télécommunications et informatique)	270 000
Mobilier, outils et matériel	100 000
Total partiel	1 070 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	11 954 920



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
OBJECTIF STRATEGIQUE 1: Sauver des vies et protéger les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 La consommation d'énergie d'origine alimentaire (Kcal) des bénéficiaires ciblés est adéquate pendant la période de l'aide.	L'indice de la diversité des aliments et de la fréquence des repas est conforme aux normes.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les parties prenantes ou les partenaires traitent les autres causes de la malnutrition. ➤ Le processus de paix progresse au Burundi.
Effet direct 1.2 La malnutrition aiguë est stabilisée et/ou réduite chez les personnes touchées par l'insécurité alimentaire suite à une catastrophe naturelle ou un conflit.	La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations répertoriées par sexe est évaluée en fonction du rapport poids/taille.	
Produit 1.1.1 Les produits alimentaires sont fournis en quantité et qualité suffisantes dans le cadre des distributions générales de vivres et de l'alimentation en institution (554 000 bénéficiaires en 2009).	Nombre de bénéficiaires nourris comparé au nombre planifié, par catégorie, âge et sexe	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement apporte son soutien au PAM dans les programmes d'aide alimentaire. ➤ La filière de produits alimentaires du PAM fonctionne correctement.
	Tonnage distribué, comparé à la quantité planifiée, par type de produit alimentaire	
OBJECTIF STRATEGIQUE 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 La nutrition et l'état de santé des bénéficiaires ciblés sont améliorés.	Prévalence de la malnutrition chez les groupes ciblés en institution	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière de produits alimentaires du PAM fonctionne correctement.
Produit 2.1.1 Les produits alimentaires sont fournis aux bénéficiaires ciblés en quantité et qualité suffisantes.	Nombre de bénéficiaires nourris, comparé au nombre planifié, par catégorie, âge et sexe	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière de produits alimentaires du PAM fonctionne correctement.
	Tonnage distribué, comparé à la quantité planifiée, par type de produit alimentaire	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
OBJECTIF STRATEGIQUE 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 La capacité des ménages ciblés, exposés aux chocs, de conserver/accroître leurs actifs productifs et physiques est renforcée.	Proportion des dépenses des ménages bénéficiaires consacrée aux produits alimentaires (<50%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Environnement suffisamment sûr pour que les communautés puissent bénéficier des formations ou des actifs créés. ➤ Les partenaires coopérants disposent de financements complémentaires pour les articles non alimentaires.
	Variations des indices de diversité des aliments et de fréquence des repas des ménages	
Produit 3.1.1 Les produits alimentaires sont fournis en quantité et qualité suffisantes aux 244 000 bénéficiaires des activités VCA et aux 6 000 bénéficiaires des activités VPF en 2009.	Nombre de bénéficiaires nourris, comparé au nombre planifié, par âge et sexe	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La communauté préserve les actifs créés. ➤ Les parties prenantes partenaires fournissent matériel, outils et espèces. ➤ Assistance technique mise à disposition par des sources internes, des partenaires, le Gouvernement et des organisations des Nations Unies.
	Tonnage distribué, comparé à la quantité planifiée, par type de produit alimentaire	
Produit 3.1.2 Actifs créés et/ou préservés	Nombres et types d'actifs créés/préservés dans les communautés bénéficiant d'une aide du PAM	
	Nombres et types de sessions de formation dispensées	





ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
OBJECTIF STRATEGIQUE 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 4.1 La malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes, ciblés dans les zones sélectionnées, a reculé.	Prévalence de la malnutrition chez les femmes allaitantes ciblées, en utilisant l'indice de masse corporelle <18,5 Prévalence du faible poids à la naissance chez les enfants nés des femmes bénéficiaires (10%) Taux de récupération des enfants ciblés souffrant de malnutrition (>70%)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les autres causes profondes de la malnutrition sont traitées. ➤ Des partenariats avec l'UNICEF, la FAO et d'autres partenaires coopérants sont établis.
Effet direct 4.2 Les taux de fréquentation et d'inscription dans les écoles ciblées ont augmenté pour les garçons et les filles.	Taux net de scolarisation Scolarisation absolue Taux de fréquentation	
Effet direct 4.3 La disparité des taux d'inscription des filles et des garçons a diminué dans les écoles ciblées.	Ratio filles/garçons inscrits dans les écoles ciblées (objectif: 1/1)	
Effet direct 4.4 L'état nutritionnel des bénéficiaires touchés par le VIH et le sida est amélioré.	Pourcentage de bénéficiaires touchés par le VIH et le sida ayant gagné plus de 10% de poids corporel pendant le traitement	
Effet direct 4.5 Niveaux d'observance du traitement	Taux d'observance dans les programmes de traitement ARV et de soins (95%)	
Produit 4.1.1 Les produits alimentaires sont fournis en quantité et qualité suffisantes aux 70 000 bénéficiaires des services de SNMI en 2009.	Pourcentage de bénéficiaires des services de SNMI, comparé au pourcentage planifié, par âge et par sexe	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
		<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière de produits alimentaires du PAM fonctionne correctement.
	Pourcentage du tonnage distribué, comparé au pourcentage planifié au titre de la SNMI, par type de produit alimentaire	
<p>Produit 4.2.1</p> <p>Les produits alimentaires sont fournis en quantité et qualité suffisantes aux 231 000 bénéficiaires de l'alimentation scolaire en 2009.</p>	Pourcentage de bénéficiaires de l'alimentation scolaire, comparé au pourcentage planifié, par âge et par sexe	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des programmes complémentaires sont exécutés par les organisations partenaires. ➤ Les parents participent à la gestion des cantines.
	Pourcentage du tonnage distribué, comparé au pourcentage planifié au titre de l'alimentation scolaire, par type de produit alimentaire	
	Nombre d'écoles ayant reçu une aide, comparé au nombre planifié	
<p>Produit 4.3.1</p> <p>Les produits alimentaires sont fournis en quantité et qualité suffisantes aux 6 000 bénéficiaires touchés par le VIH et le sida en 2009.</p>	Pourcentage de bénéficiaires touchés par le VIH et le sida, comparé au pourcentage planifié, par âge et par sexe	
	Pourcentage du tonnage effectivement distribué au titre des interventions liées au VIH et au sida, comparé au pourcentage planifié, par type de produit	

HYPOTHÈSES DE BASE

- La situation sécuritaire permet l'exécution générale des activités de l'IPSR dans les zones ciblées.
- Les autres ressources non alimentaires requises sont disponibles pour les institutions et les projets appuyés.
- Des partenaires coopérants compétents sont disponibles et opérationnels.
- Les fonds sont mis à disposition en temps voulu.
- Les communautés sont mobilisées.



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
BIF	Francs burundais
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
CRS	Catholic Relief Services
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNL	Front national de libération
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMJ	Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
Palipehutu	Parti pour la libération du peuple hutu
PIB	Produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
S&E	suivi et évaluation
sida	syndrome d'immunodéficience acquise
SMI	santé maternelle et infantile
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
VPF	Vivres au profit de la formation

